

23 janvier 2024

Pakistan : Le Mouvement du Pakistan pour la justice (*Pakistan Tehrik-e Insaf*) et la répression contre ses militants après la destitution d'Imran Khan

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1.	Une trajectoire politique parabolique.....	5
1.1.	La conquête du pouvoir.....	5
1.1.1.	Une idéologie aux contours vagues portée par un chef charismatique	5
1.1.2.	Les premiers succès électoraux.....	5
1.1.3.	La victoire aux élections législatives de 2018.....	5
1.2.	L'évincement des institutions nationales et provinciales.....	6
1.2.1.	La motion de censure du 10 avril 2022	6
1.2.2.	Le retrait des assemblées.....	6
1.3.	Le PTI battu en brèche.....	7
1.3.1.	Une hiérarchie décimée par les démissions forcées.....	7
1.3.2.	Le morcèlement du PTI.....	7
1.3.3.	Une campagne électorale sous contrôle étroit.....	8
2.	L'organisation du PTI.....	8
2.1.	Un fonctionnement voulu en rupture avec les pratiques traditionnelles des partis.....	8
2.2.	Les instances du parti (hormis celles relevant de l'organisation centrale).....	9
2.2.1.	Le déploiement au niveau local.....	9
2.2.2.	Les organisations thématiques du PTI.....	10
2.2.3.	Les représentations à l'étranger	12
2.3.	La cohésion du parti à l'épreuve de la répression.....	12
3.	La répression des militants en marge des manifestations de soutien à Imran Khan.....	12
3.1.	Les « marches de la liberté »	12
3.1.1.	La marche du 25 mai 2022	12
3.1.2.	La marche du 28 octobre 2022.....	13
3.2.	Les manifestations contre l'arrestation d'Imran Khan	13
3.2.1.	La « défense » de Zaman Park (mars 2023)	13
3.2.2.	Les émeutes du 9 mai 2023.....	14
3.2.3.	L'incarcération d'Imran Khan (5 août 2023).....	15
3.3.	Des mobilisations devenues sporadiques	15
4.	Un traitement judiciaire et carcéral attentatoire aux droits humains	16
4.1.	La dénonciation d'agissements hors du cadre légal	16
4.2.	Le recours à des dispositions controversées	16
4.2.1.	L'interdiction de rassemblement (section 144 du code de procédure criminelle).....	16
4.2.2.	La loi contre le terrorisme	17
4.2.3.	La loi relative aux forces armées.....	17
4.3.	Les témoignages de mauvais traitements infligés aux détenus.....	17

4.3.1.	Des conditions indignes de détention.....	17
4.3.2.	Le recours à la torture	18
4.4.	La mise en cause des procédures et des conditions de détention appliquées aux femmes	18
5.	La répression dans l'espace médiatique et sur les réseaux sociaux	19
5.1.	Des atteintes répétées au droit à la liberté d'expression et à l'accès à l'information.....	19
5.1.1.	La censure des chaînes d'information.....	19
5.1.2.	Les restrictions d'accès à Internet et aux réseaux sociaux.....	19
5.2.	Le ciblage des journalistes et des utilisateurs de réseaux sociaux.....	19
5.2.1.	Poursuites et disparition de journalistes.....	19
5.2.2.	Arrestations en lien avec des activités en ligne	20
	Bibliographie.....	21

Résumé : Sous la conduite de son fondateur Imran Khan, le Mouvement du Pakistan pour la justice (*Pakistan Tehrik-e Insaf*, PTI) a développé une capacité de mobilisation considérable à partir du début des années 2010. À l'été 2018, le PTI est devenue la première force politique du pays, portant son dirigeant au poste de Premier ministre. L'adoption d'une motion de censure contre le gouvernement d'Imran Khan, le 10 avril 2022, a amorcé une phase de repli pour le parti, qui a été substantiellement affaibli par la répression.

Parti récent, le PTI se revendique comme une organisation politique moderne et ouverte à la démocratie interne, affichant ainsi sa singularité par rapport aux grands partis dynastiques du pays. Par ailleurs, dans une volonté de décentraliser la prise de décision, le parti a mis en place une organisation rationalisée aux différents échelons locaux.

Limitée dans son ampleur dans les mois ayant suivi la chute du gouvernement d'Imran Khan, la répression des militants du PTI s'est accentuée à partir du mois de mars 2023, après des affrontements avec les forces de l'ordre pour empêcher l'arrestation d'Imran Khan. Elle a acquis un caractère massif après les émeutes du 9 mai 2023, au cours desquelles des bâtiments militaires ont été pris pour cibles. Entre 5 000 et 10 000 sympathisants du PTI ont ainsi été arrêtés, souvent de façon arbitraire.

Le cadre juridique dans lequel les suspects sont appréhendés et jugés ne présente aucune garantie en termes de respect des droits humains, les autorités recourant à des dispositions controversées permettant notamment de porter les affaires devant des juridictions antiterroristes ou militaires. Des témoignages de mauvais traitements à l'encontre des détenus ont, par ailleurs, été recueillis.

Parallèlement, la répression s'est aussi portée contre les chaînes d'information, qui subissent une censure plus ou moins directe. L'accès à l'Internet mobile et aux réseaux sociaux a été également interrompu à l'occasion de plusieurs manifestations du PTI. Par ailleurs, des journalistes perçus comme favorables au PTI, de même que des responsables de la communication du parti sur les réseaux sociaux, ont été enlevés ou poursuivis.

Abstract: Under the leadership of its founder Imran Khan, the Pakistan Tehrik-e Insaf (PTI) has developed a considerable mobilizing capacity since the early 2010s. In the summer of 2018, the PTI became the country's leading political force, bringing its leader to the post of Prime Minister. The adoption of a motion of censure against Imran Khan's government on April 10, 2022 ushered in a phase of retreat for the party, which was substantially weakened by the crackdown.

A recent party, the PTI claims to be a modern political organization open to internal democracy, thus demonstrating its singularity in relation to the country's major dynastic parties. Moreover, in a bid to decentralize decision-making, the party has set up a streamlined organization at the various local levels. Limited in scale in the months following the fall of Imran Khan's government, the repression of PTI activists intensified from March 2023, after clashes with the security forces to prevent Imran Khan's arrest. It acquired a massive character after the riots of May 9 2023, during which military buildings were targeted. Between 5 and 10,000 PTI supporters were arrested, often arbitrarily.

The legal framework within which suspects are apprehended and tried offers no guarantees in terms of respect for human rights, with the authorities resorting to controversial provisions allowing cases to be brought before anti-terrorist or military courts. There have also been reports of mistreatment of detainees.

At the same time, repression has also been directed against news channels, which are subject to more or less direct censorship. Access to mobile Internet and social networks was also interrupted during several PTI demonstrations. In addition, journalists perceived as favorable to the PTI, as well as those responsible for the party's communication on social networks, have been kidnapped or prosecuted.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Une trajectoire politique parabolique

1.1. La conquête du pouvoir

1.1.1. Une idéologie aux contours vagues portée par un chef charismatique

Le Mouvement du Pakistan pour la justice (*Pakistan Tehrik-e Insaaf*, PTI) a été fondé au mois d'avril 1996 par Imran Khan, capitaine de l'équipe nationale de cricket victorieuse de la coupe du monde en 1992. Bénéficiant d'un statut d'icône populaire au Pakistan, le dirigeant du PTI a fait évoluer son image en se départissant de son passé de personnalité mondaine internationale au profit d'une image de musulman pieux et pratiquant¹. Sur le plan idéologique, le PTI s'affiche à la fois comme un parti islamo-conservateur et moderne. Son dirigeant promet de révolutionner les pratiques politiques instituées par les dynasties Bhutto et Sharif et dominées par le clientélisme et la corruption. Le programme du PTI met par ailleurs l'accent sur des thématiques sociales telles que l'accès à l'éducation et à la santé². Dans un article publié en 2016, Mariam Mufti, universitaire spécialiste du Pakistan, souligne **le flou programmatique du parti** et l'absence de plan d'action concret pour mettre en œuvre ses promesses. Selon elle, « ces appels au changement aux accents populistes n'auraient pas pu trouver autant d'écho auprès des classes moyennes éduquées, de la jeunesse désabusée et des urbains défavorisés sans la figure d'Imran Khan et l'image de passion et de probité qui lui est associée »³.

A partir du début des années 2010, le PTI a développé une capacité de mobilisation considérable autour de mots d'ordre variés. Au dernier trimestre 2011, Imran Khan est ainsi parvenu à rassembler plusieurs centaines de milliers de personnes à Lahore et Karachi, devant lesquelles il a notamment dénoncé la corruption et l'alliance militaire déséquilibrée avec les Etats-Unis⁴. Au mois d'octobre 2012, Imran Khan a acheminé un cortège de voitures composé de plusieurs milliers de personnes en direction du Waziristan du Sud, dans la province de Khyber-Pakhtunkhwa, pour demander l'arrêt des frappes de drones américaines⁵. Le 14 août 2014, le PTI a mobilisé plusieurs milliers de ses militants dans une « Marche pour la liberté » entre Lahore et Islamabad afin de dénoncer les fraudes qui auraient été commises lors des élections générales de 2013. Ce mouvement, marqué par l'installation de campements dans la capitale et des affrontements avec les forces de l'ordre, n'a pris fin que quatre mois plus tard à la demande d'Imran Khan⁶.

1.1.2. Les premiers succès électoraux

Après avoir échoué à obtenir le moindre siège aux élections de 1997, le PTI est parvenu à faire élire Imran Khan à l'Assemblée nationale en 2002. Le dirigeant était alors le seul représentant de son parti dans l'hémicycle. Le scrutin suivant, en 2008, a été boycotté par le PTI⁷.

Les élections de 2013 marquent la première percée électorale du PTI, qui a obtenu à cette occasion le deuxième plus haut total de voix au niveau national, derrière la Ligue musulmane du Pakistan - fraction Nawaz Sharif (PML-N). Le parti a remporté 35 sièges au parlement national, environ deux tiers d'entre eux ayant été obtenus dans la province de Khyber-Pakhtunkhwa⁸. Au niveau provincial, le PTI a obtenu 48 des 124 sièges que compte l'assemblée de Khyber-Pakhtunkhwa. Un ministre en chef issu de ses rangs a été désigné après la conclusion d'une alliance avec la formation islamiste *Jamiat Ulema-e Islam* - fraction Fazl (JUI-F)⁹.

1.1.3. La victoire aux élections législatives de 2018

¹ Noria Research, 22/10/2016, [url](#) ; France 24, 03/09/2014, [url](#)

² DIDR, 25/03/2019, pp. 3 et 5, [url](#)

³ Noria Research, 22/10/2016, [url](#)

⁴ The Express Tribune, 30/10/2011, [url](#) ; The Express Tribune, 26/12/2011, [url](#)

⁵ The New York Times, 07/10/2012, [url](#)

⁶ France 24, 03/09/2014, [url](#) ; Dawn, 17/12/2014, [url](#)

⁷ Noria Research, 22/10/2016, [url](#)

⁸ Noria Research, 22/10/2016, [url](#)

⁹ Election Commission of Pakistan, 2013, [url](#) ; The Express Tribune, 16/05/2013, [url](#)

Lors des élections du 25 juillet 2018, le PTI est devenu le **premier parti du pays en termes de votes** (16,8 millions de voix), confirmant son implantation électorale dans la province de Khyber-Pakhtunkhwa et l'ensemble des circonscriptions du nord du pays, mais également à l'ouest et au sud du Pendjab. Fort de ses 157 sièges à l'Assemblée nationale, il est parvenu à bâtir une majorité grâce au soutien d'élus indépendants et de partis régionaux ou minoritaires comme le Mouvement *Muttahida Qaumi* (MQM) ou la Ligue musulmane du Pakistan - fraction *Quaid-e Azam* (PML-Q). Le 18 août 2018, **Imran Khan a prêté serment comme Premier ministre**¹⁰.

Le scrutin du 25 juillet 2018 a également placé le PTI en position dominante à l'assemblée provinciale de Khyber-Pakhtunkhwa (71 % des sièges) et à l'assemblée du Pendjab (49 % des sièges), laquelle était dominée depuis dix ans par la PML-N. Des dirigeants issus du PTI ont ainsi été nommés ministres en chef de ces deux provinces. En revanche, malgré les succès électoraux remportés à Karachi (14 sièges sur 21), le PTI est demeuré minoritaire à l'assemblée provinciale du Sindh (18 % des sièges), de même qu'au Baloutchistan (11 %)¹¹.

1.2. L'évincement des institutions nationales et provinciales

1.2.1. La motion de censure du 10 avril 2022

A la fin du mois de mars 2022, le Premier ministre a perdu sa majorité au Parlement après le retrait de partis régionaux et la défection d'une douzaine de parlementaires du PTI¹². Le 3 avril 2022, l'opposition parlementaire a présenté une motion de censure, à laquelle Imran Khan a cherché à échapper en proclamant la dissolution de l'Assemblée nationale. Cette décision a été jugée inconstitutionnelle par la Cour suprême du Pakistan quatre jours plus tard¹³. Une nouvelle motion de censure a été présentée le 9 avril 2022 et adoptée le lendemain par 174 députés, conduisant à la destitution du Premier ministre¹⁴. Le 11 avril 2022, Shehbaz Sharif, frère de Nawaz et meneur de la coalition d'opposition à Imran Khan, a été désigné Premier ministre par le parlement¹⁵.

S'il n'existe pas de preuve concrète de l'implication de l'institution militaire dans les tractations ayant conduit à la motion de censure, la neutralité affichée par celle-ci au cours de cette crise politique traduit *a minima* la fin de son soutien à Imran Khan. Comme d'autres spécialistes du Pakistan, Christophe Jaffrelot soutenait en effet la thèse selon laquelle l'armée avait directement favorisé l'ascension politique d'Imran Khan, avec lequel elle partageait alors des intérêts communs¹⁶. Selon Madiha Afzal, chercheuse au département de politique étrangère de la *Brookings Institution*, la cause profonde de la crise politique de 2022 est à rechercher dans la **détérioration des relations entre l'armée et Imran Khan**. Si la chercheuse évoque différents irritants liés à la conduite des affaires intérieures et à la diplomatie d'Imran Khan, elle considère que la principale fissure a été ouverte à l'automne 2021, à l'occasion de la désignation du nouveau directeur général du principal service de renseignement du pays, l'*Inter-Services Intelligence (ISI)*, la haute hiérarchie militaire du pays ayant pris ombrage des tergiversations du Premier ministre pour valider la candidature qu'elle lui avait soumise¹⁷.

1.2.2. Le retrait des assemblées

Le PTI s'est volontairement mis en retrait des assemblées nationale et provinciales, sans que cette stratégie ne produise de résultats politiques tangibles.

Après la motion de censure, le PTI a exclu 20 de ses 155 députés nationaux pour avoir soutenu la coalition d'opposition. Le 15 avril 2022, 123 députés du PTI ont informé le secrétariat de l'Assemblée nationale de leur démission, réduisant à douze le nombre de sièges encore occupés par des députés du mouvement. Ces démissions n'ont toutefois été validées en totalité que le 25 janvier 2023, après

¹⁰ DIDR, 25/03/2019, [url](#)

¹¹ DIDR, 25/03/2019, [url](#) ; The News, 23/07/2018, [url](#)

¹² Le Monde, 30/03/2022, [url](#)

¹³ RFE/RL's Radio Mashaal, 07/04/2022, [url](#)

¹⁴ Reuters, 10/04/2022, [url](#)

¹⁵ BBC, 11/04/2022, [url](#)

¹⁶ The Indian Express, 13/09/2014, [url](#) ; Le Monde diplomatique, 09/2018, [url](#)

¹⁷ Brookings Institution, 25/03/2022, [url](#)

diverses procédures et volte-face¹⁸. Le 9 août 2023, l'Assemblée nationale a été dissoute, avant qu'un Premier ministre intérimaire ne soit désigné trois jours plus tard pour diriger le pays jusqu'à la tenue des prochaines élections¹⁹.

Comme au niveau national, **le PTI a abandonné ses positions dans les deux provinces qu'elle contrôlait** depuis les élections de 2018. Imran Khan a ainsi demandé aux ministres en chef du Pendjab et de Khyber-Pakhtunkhwa la révocation des deux assemblées provinciales, respectivement dissoutes les 14 et 18 janvier 2023. L'objectif de l'ancien Premier ministre était alors de contraindre le gouvernement de Shehbaz Sharif à organiser des élections générales, la Constitution du pays prévoyant la tenue d'une nouvelle élection dans un délai de 90 jours après la dissolution d'une assemblée provinciale lorsqu'aucun gouvernement provincial intérimaire n'a pu être mis en place. Néanmoins, les gouverneurs de ces deux régions, lesquels représentent le gouvernement fédéral, ont refusé d'annoncer une date de scrutin, invoquant des obstacles constitutionnels et sécuritaires²⁰.

1.3. Le PTI battu en brèche

1.3.1. Une hiérarchie décimée par les démissions forcées

Au-delà du cas emblématique d'Imran Khan, emprisonné depuis le 5 août 2023 et visé par plus de 170 affaires judiciaires²¹, **les autorités se sont attachées à neutraliser l'ensemble des dirigeants du PTI** après les émeutes du 9 mai 2023 (*cf. infra*). Selon les termes d'un communiqué de presse de la Commission des droits de l'Homme du Pakistan, « la hiérarchie du PTI a été démantelée de façon systématique, que ce soit en procédant à des arrestations de masse et des ré-arrestations, à la désolidarisation forcée du parti [ou] à l'enregistrement d'un nombre disproportionné d'affaires judiciaires »²².

La presse rapporte que les arrestations dirigées contre les cadres du PTI ont généralement été suivies par leur démission du parti, tandis que les dirigeants ayant refusé de faire défection ont été maintenus en détention. A la date du 3 juin 2023, des dizaines d'anciens ministres et secrétaires d'Etat avaient ainsi donné leur démission²³. Une centaine d'autres responsables – majoritairement des parlementaires nationaux et provinciaux – avait également quitté le parti à la fin du mois de mai 2023²⁴. La plupart des démissionnaires ont justifié leur départ par leur réprobation des atteintes aux installations militaires durant la journée du 9 mai 2023. Le caractère spontané de ces défections est cependant mis en doute, notamment par Imran Khan, selon lequel « ces personnes [...] ont été forcées à quitter le parti avec un pistolet pointé sur eux »²⁵.

Si l'essentiel des démissions est intervenu dans le mois suivant les émeutes du 9 mai 2023, la hiérarchie du parti a enregistré une nouvelle série de départs entre les mois d'octobre et décembre 2023²⁶. Le 2 décembre 2023, des élections internes se sont tenues à Peshawar pour désigner la nouvelle équipe dirigeante du PTI. La presse pakistanaise observe qu'aucune des principales figures du parti n'était présente pour l'occasion et rapporte les propos du nouveau secrétaire général du PTI, selon lequel « plus de la moitié de la direction du parti se trouve encore aujourd'hui en clandestinité »²⁷.

1.3.2. Le morcèlement du PTI

Les démissionnaires du PTI, quand ils n'ont pas purement et simplement abandonné la politique, se sont, pour un petit nombre d'entre eux, rapprochés de formations concurrentes comme le Parti du

¹⁸ Dawn, 15/04/2022, [url](#) ; 23/01/2023, [url](#) ; 26/01/2023, [url](#)

¹⁹ France 24, 12/08/2023, [url](#)

²⁰ Al Jazeera, 18/01/2023, [url](#) ; International Crisis Group, 12/05/2023, [url](#)

²¹ Time, 23/10/2023, [url](#)

²² Commission des droits de l'Homme du Pakistan (HRCP), 25/09/2023, [url](#)

²³ The Guardian, 03/06/2023, [url](#)

²⁴ Geo News, 27/05/2023, [url](#)

²⁵ Al Jazeera, 24/05/2023, [url](#)

²⁶ Dawn, 09/11/2023, [url](#)

²⁷ Dawn, 03/12/2023, [url](#)

peuple pakistanais (PPP)²⁸. Plus nombreux sont ceux à avoir rejoint l'une des deux dissidences du PTI :

- ✓ Le **Parti pour la stabilité du Pakistan (*Istehkam-e Pakistan Party, IPP*)**, qui a été lancé le 8 juin 2023 par Jahangir Khan Tareen, ancien proche d'Imran Khan. La presse rapporte qu'une centaine de parlementaires nationaux et provinciaux issus du PTI ont rejoint cette nouvelle formation, dont les principaux cadres sont issus du PTI²⁹. Selon le journaliste pakistanais Suhail Warraich, « il y a tout lieu de penser que l'establishment [militaire] a encouragé la formation de ce nouveau parti »³⁰.
- ✓ Le **Mouvement du Pakistan pour la justice - parlementaires (*Pakistan Tehrik-e Insaf – Parliamentarians, PTI-P*)**, dont la création a été annoncée le 17 juillet 2023 par Pervez Khattak, ancien ministre-en-chef de Khyber-Pakhtunkhwa et ministre de la Défense. Celui-ci affirme avoir été rejoint par plus de 57 anciens parlementaires du PTI³¹.

1.3.3. Une campagne électorale sous contrôle étroit

Après l'annonce de la tenue d'élections générales le 8 février 2024, Imran Khan a fait part de son intention de présenter des candidats du PTI dans l'ensemble des circonscriptions³². Néanmoins, selon Michael Kugelman, directeur de l'Institut pour l'Asie du Sud au Centre de réflexion Wilson, « l'institution militaire ne veut pas lui laisser la possibilité de disputer ces élections. Si celles-ci n'étaient pas truquées, le PTI aurait encore de très bonnes chances de l'emporter »³³.

Des éléments rapportés par le quotidien *Dawn* tendent à illustrer la **volonté du gouvernement intérimaire d'entraver la campagne du PTI**. Il est ainsi relevé qu'aux mois d'octobre et novembre 2023, les tentatives des dirigeants du PTI pour rassembler ses partisans, notamment lors de conventions, se sont soldées par des opérations de police, par des perquisitions aux bureaux du parti ou au domicile de ses responsables, ou encore par des arrestations de militants³⁴. Un autre article du quotidien dresse le constat d'un parti contraint par la répression à une forme d'hibernation dans son bastion du Pendjab et laissant à sa seule section provinciale de Khyber-Pakhtunkhwa le soin de mener la bataille électorale³⁵.

Par ailleurs, selon les propos d'un porte-parole du PTI, qui y voit l'une des tactiques pour écarter son parti de la compétition électorale, les candidatures de 90 à 95 % des dirigeants nationaux et provinciaux du PTI, dont celle d'Imran Khan, ont été écartées³⁶. En réaction à ces déclarations, la Commission électorale du Pakistan a souligné que 76 % des dossiers des candidats du PTI aux élections législatives et provinciales avaient été validés³⁷. Les accusations du PTI sont également à nuancer au regard de l'issue positive de nombreux recours intentés par les candidats du parti³⁸. Le 15 janvier 2024, la Cour suprême a confirmé une décision de la Commission électorale interdisant au PTI d'utiliser son symbole de la batte, ce qui pourrait contraindre les candidats du parti à se présenter comme indépendants, sous différents symboles, et empêcher le PTI de disputer les « sièges réservés », à l'assemblée, aux femmes et aux minorités³⁹.

2. L'organisation du PTI

2.1. Un fonctionnement voulu en rupture avec les pratiques traditionnelles des partis

²⁸ The Friday Times, 02/07/2023, [url](#)

²⁹ Dawn, 09/06/2023, [url](#) ; 13/06/2023, [url](#)

³⁰ Arab News, 13/06/2023, [url](#)

³¹ Dawn, 17/07/2023, [url](#)

³² Dawn, 15/11/2023, [url](#)

³³ Time, 22/09/2023, [url](#)

³⁴ Dawn, 15/11/2023, [url](#)

³⁵ Dawn, 28/11/2023, [url](#)

³⁶ Agence France-Presse (AFP), 31/12/2023, [url](#)

³⁷ Dawn, 07/01/2024, [url](#)

³⁸ Dawn, 06/01/2024, [url](#)

³⁹ Time, 17/01/2024, [url](#)

Dans la perspective des élections de 2013, le PTI a amorcé une restructuration visant à **encourager la démocratie interne et décentraliser la prise de décision**. La première étape a consisté en une campagne de recrutement d'adhérents, pour laquelle des procédures simplifiées ont été mises en place⁴⁰. Au mois de septembre 2012, le parti se prévalait ainsi de **l'enregistrement de plus de 10 millions de membres**⁴¹. La chercheuse Mariam Mufti considère toutefois qu'en raison du peu d'exigence des contrôles et de l'intérêt de certains responsables locaux à grossir artificiellement le nombre des recrutements, le PTI a été conduit à surestimer le nombre de ses adhérents, dont **beaucoup ne sont que des membres passifs**. A la suite de cette campagne d'adhésion, le parti a procédé à des élections internes pour désigner ses représentants aux différents échelons. Toutefois, d'après cette même chercheuse, l'imminence des élections générales a contribué à brouiller le processus, dont l'objectif initial était d'impliquer les échelons locaux du parti dans la sélection de candidats. En effet, dans de nombreux cas, des militants de longue date ont été supplantés par des candidats plus opportunistes aspirant à l'investiture du parti⁴².

Signe, selon Imran Khan, de l'évolution rapide du parti en **une entité moderne et organisée**⁴³, le PTI a adopté une nouvelle constitution interne en remplacement d'un précédent texte datant de 2015, puis dissous l'ensemble de ses instances afin de mettre celles-ci en conformité avec le nouveau texte⁴⁴. Le 24 décembre 2021, après des résultats décevants et des soupçons de népotisme lors d'élections locales, Imran Khan a décidé la dissolution de toutes les instances du parti à travers le pays⁴⁵. Le 1^{er} août 2022, une « constitution amendée » a été adoptée⁴⁶.

2.2. Les instances du parti (hormis celles relevant de l'organisation centrale)

2.2.1. Le déploiement au niveau local

La constitution de 2019 décrit la structuration du parti aux différents échelons locaux⁴⁷. Le PTI dispose ainsi de représentations au niveau des « régions », découpage n'ayant pas d'existence administrative officielle au Pakistan⁴⁸. A l'échelon inférieur, le parti est représenté dans une centaine de districts, avec de fortes disparités territoriales : alors que les districts du Pendjab et de Khyber-Pakhtunkhwa comptent respectivement 36 et 29 représentations à ce niveau, le site Web du PTI n'en mentionne aucune dans la province du Baloutchistan⁴⁹. Le déploiement du PTI au niveau local est complété par des représentations aux niveaux des subdivisions de district (*tehsils*), des municipalités et des îlots de recensement (*census block code*)⁵⁰.

A chacun de ces niveaux sont désignés des comités exécutifs, dont sont ensuite issues des **instances gouvernantes (governing bodies)**. D'après les organigrammes des instances gouvernantes de district visibles sur le site officiel du parti, la désignation de leurs membres est intervenue entre le 31 décembre 2019 et le 7 juillet 2020⁵¹. Il ressort par ailleurs de ces documents et de la constitution interne de 2019 que les instances gouvernantes de district sont **composées de neuf à quinze membres**, à savoir :

- ✓ un président ;
- ✓ un vice-président principal ;
- ✓ deux vice-présidents ;
- ✓ un secrétaire général ;

⁴⁰ Noria Research, 22/10/2016, [url](#)

⁴¹ The Express Tribune, 12/09/2012, [url](#)

⁴² Noria Research, 22/10/2016, [url](#)

⁴³ The Express Tribune, 22/10/2019, [url](#)

⁴⁴ Dawn, 18/11/2019, [url](#)

⁴⁵ The Express Tribune, 24/12/2021, [url](#)

⁴⁶ Amended Constitution of Pakistan Tehreek-e-Insaf 2022 (Amendment of 2019 Constitution), 2022, [url](#)

⁴⁷ Proposed (final version) Constitution of Pakistan Tehreek-e-Insaf, 2019, pp. 33 à 50, [url](#)

⁴⁸ The Express Tribune, 22/10/2019, [url](#)

⁴⁹ Site internet du PTI, onglet « Regions », s.d., [url](#)

⁵⁰ Proposed (final version) Constitution of Pakistan Tehreek-e-Insaf, 2019, pp. 45 à 50, [url](#)

⁵¹ Site internet du PTI, onglet « Regions », s.d., [url](#)

- ✓ un secrétaire général adjoint (*Additional General Secretary*) ;
- ✓ un secrétaire chargé des finances ;
- ✓ un secrétaire chargé de l'information ;
- ✓ un à sept sous-secrétaires généraux (*Deputy General Secretaries*), lesquels représentent les *tehsils* du district.

La composition des instances gouvernantes au niveau des *tehsils* et des municipalités suit le même modèle, à la différence près que celles-ci comptent également un secrétaire chargé des adhésions. A l'échelon le plus bas, celui des îlots de recensement, les comités locaux se composent :

- ✓ d'un président ;
- ✓ d'un vice-président principal ;
- ✓ d'un secrétaire général chargé des adhésions ;
- ✓ de quatre à cinq secrétaires chargés des adhésions aux branches du PTI ;
- ✓ de l'ensemble des membres du parti.

La constitution amendée de 2022 introduit un nouvel échelon de représentation du parti au niveau local. C'est ainsi que les quartiers (*wards*) – échelon situé entre la municipalité et l'îlot de recensement – devront, selon ce texte, disposer d'une « organisation » (terme remplaçant celui d'instance gouvernante) distincte⁵².

Le site internet du PTI, qui documente abondamment la désignation des instances gouvernantes entre décembre 2019 et juillet 2020, ne fournit en revanche que peu d'informations sur la reformation des organisations de district et de *tehsil* après leur dissolution annoncée fin 2021. Il est observé que les rares organisations de district dont la composition est renseignée sont **composées d'une quarantaine, voire d'une cinquantaine de membres**. En outre, il ressort qu'aux fonctions présentées ci-dessus s'ajoutent celles de « secrétaire adjoint » et de « secrétaire adjoint chargé de l'information »⁵³.

Il est enfin observé que les constitutions internes de 2019 et 2022 détaillent les fonctions des membres des instances gouvernantes/organisations locales⁵⁴, le second texte précisant également les missions assignées à ces dernières⁵⁵.

2.2.2. Les organisations thématiques du PTI

La constitution interne de 2019 prévoit la formation de sept organisations thématiques (« *wings* »), à savoir des branches féminine, jeunesse, minorité, travail ouvrier, une fédération des étudiants et des forums des médecins et des avocats⁵⁶. Le site officiel du PTI mentionne huit autres branches, à savoir l'équipe de recherche, la branche de la recherche, la branche bien-être (« *welfare* »), le forum des professionnels, la branche des personnes en situation de handicap, le groupe des experts, la branche sports et culture et un *think tank*⁵⁷. La constitution de 2019 prévoit également que ces organisations soient déclinées aux différents échelons locaux⁵⁸.

La constitution amendée en 2022 mentionne les sept mêmes organisations thématiques citées dans le texte de 2019, opérant une distinction entre quatre branches (féminine, jeunesse, travail ouvrier et

⁵² Amended Constitution of Pakistan Tehreek-e-Insaf 2022 (Amendment of 2019 Constitution), 2022, p. 9, [url](#)

⁵³ Les seuls éléments recueillis sur le sujet concernent la désignation, le 3 août 2022, des membres des organisations de sept districts de la région « Pendjab du Nord ». Cf. site internet du PTI, onglet « Notifications », [url](#)

⁵⁴ Proposed (final version) Constitution of Pakistan Tehreek-e-Insaf, 2019, pp. 57 à 61 et 71-72, [url](#) ; Amended Constitution of Pakistan Tehreek-e-Insaf 2022 (Amendment of 2019 Constitution), 2022, pp. 21 à 23, [url](#)

⁵⁵ Amended Constitution of Pakistan Tehreek-e-Insaf 2022 (Amendment of 2019 Constitution), 2022, p. 15, [url](#)

⁵⁶ Proposed (final version) Constitution of Pakistan Tehreek-e-Insaf, 2019, p. 14, [url](#)

⁵⁷ Site internet du PTI, onglet « Wings », s.d., [url](#)

⁵⁸ Proposed (final version) Constitution of Pakistan Tehreek-e-Insaf, 2019, pp. 15-16, [url](#)

minorité) et trois fédérations (étudiants, forum des avocats et forum des médecins)⁵⁹. Concernant le devenir des huit autres branches mentionnées sur le site du PTI, plusieurs documents internes font état de nominations intervenues au cours de l'année 2023, de sorte que leur existence ne paraît pas avoir été remise en cause⁶⁰.

⁵⁹ Amended Constitution of Pakistan Tehreek-e-Insaf 2022 (Amendment of 2019 Constitution), 2022, pp. 26 à 28, [url](#).

⁶⁰ Site Web du PTI, onglet « Notification », 26/01/2023, [url](#) ; Compte Facebook « Insaf Sport and Culture Wing Multan », 18/01/2023, [url](#)

2.2.3. Les représentations à l'étranger

D'après le site Web du PTI, le parti disposerait de 55 bureaux à l'étranger et serait représenté dans 38 pays⁶¹. Le site « ptioverseas.com » donne, quant à lui, le chiffre de 66 représentations réparties dans 23 pays⁶². Selon ce même site, le Royaume-Uni, le Canada, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite comptent chacun entre cinq et dix représentations sur son territoire. La branche française, quant à elle, a son siège à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)⁶³ et compte six membres⁶⁴. Bien que peu active sur les réseaux sociaux, elle a publié sur Instagram la vidéo d'une manifestation organisée le 22 mai 2023 sur la place de la République à Paris⁶⁵.

2.3. La cohésion du parti à l'épreuve de la répression

Les sources disponibles ne permettent de dresser un tableau général de l'état de fonctionnement du parti, notamment aux échelons locaux, dans le contexte répressif auquel celui-ci est exposé depuis le mois de mai 2023.

Il ressort toutefois des informations recueillies par la presse pakistanaise auprès de dirigeants du parti que celui-ci a rencontré des **difficultés à payer ses employés**. Ainsi, à la fin du mois de mai 2023, les employés des bureaux du PTI au niveau des régions et des districts ne percevaient plus de salaires. Dans le même temps, l'activité du think tank du PTI était mise en sommeil, tandis que des salariés de la cellule chargée des réseaux sociaux refusaient de travailler faute d'être payés⁶⁶. Aucune information n'a pu être trouvée concernant l'évolution ultérieure de la situation financière du parti.

Par ailleurs, plusieurs témoignages rapportés par les médias pakistanaïes à la fin du mois de mai 2023 expriment le **ressentiment des militants de la base et des responsables de niveau intermédiaire à l'encontre de leurs dirigeants**. Il est ainsi reproché à la direction du parti de ne les avoir aucunement préparés à faire face à la répression des autorités⁶⁷. Dans la province de Khyber-Pakhtunkhwa, d'autres militants et responsables des échelons inférieurs estiment que les hauts dirigeants de la province, s'ils ont subi des perquisitions, ont largement échappé aux arrestations et aux poursuites judiciaires ou ont bénéficié de libérations sous caution⁶⁸. D'un autre article du journal *The Nation* consacré aux militants du PTI à Mardan, dans cette même province, il ressort que ces derniers reprochent à leurs dirigeants de les avoir rapidement abandonnés à leur sort. Selon ces militants, les anciens ministres et parlementaires provinciaux, tout comme les dirigeants influents, n'ont pas été concernés par les perquisitions humiliantes qu'ils avaient eux-mêmes subies. Citant des sources internes au parti, le quotidien rapporte que beaucoup de militants et responsables locaux du parti à Mardan sont entrés en clandestinité faute de moyens financiers suffisants pour être défendus par un avocat ou payer une caution⁶⁹.

3. La répression des militants en marge des manifestations de soutien à Imran Khan

3.1. Les « marches de la liberté »

3.1.1. La marche du 25 mai 2022

Le 25 mai 2022, Imran Khan a appelé ses militants à une « Marche pour la liberté » (*Azadi March*) en direction d'Islamabad pour contester son éviction du poste de Premier ministre. Le dirigeant affirme que l'accès à la capitale a été bloqué par les autorités, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes contre les

⁶¹ Site internet du PTI, onglet « International Chapters, s.d., [url](#)

⁶² Site internet « PTI Overseas », onglet « International Chapters », s.d., [url](#)

⁶³ Site internet « net1901.org », s.d., [url](#)

⁶⁴ Site internet « PTI Overseas », onglet « International Chapters - France », s.d., [url](#)

⁶⁵ Compte Instagram « [ptiofficial](#) », 22/05/2023, [url](#)

⁶⁶ The Express Tribune, 27/05/2023, [url](#)

⁶⁷ Dawn, 15/11/2023, [url](#)

⁶⁸ The Express Tribune, 23/05/2023, [url](#)

⁶⁹ The Nation, 24/05/2023, [url](#)

manifestants. Selon lui, deux des participants ont été tués et des milliers d'autres arrêtés⁷⁰. Un haut responsable du PTI a également déclaré que, **le jour précédant la manifestation, les autorités avaient procédé à des perquisitions** au domicile de 1 100 dirigeants et militants du parti et à l'arrestation de 400 d'entre eux. Les autorités ont confirmé la réalité de ces opérations, sans toutefois donner de précisions quant à d'éventuelles arrestations. Des vidéos ont, par ailleurs, été diffusées sur les réseaux sociaux afin d'illustrer des **allégations de violences contre les familles de militants durant les perquisitions**⁷¹.

3.1.2. La marche du 28 octobre 2022

Le 28 octobre 2022, l'ancien Premier ministre a lancé une nouvelle « Marche pour la liberté », également dite « Marche pour la véritable liberté » (*Haqeeqi Azadi March*) entre Lahore et Islamabad pour demander la tenue d'élections anticipées⁷². Le 3 novembre 2022, alors que se tenait un rassemblement à Wazirabad, au Pendjab, Imran Khan a été blessé par arme à feu à la jambe. Les tirs ont également fait un mort et treize autres blessés parmi les participants. Le président du PTI a attribué la responsabilité de cette tentative d'assassinat au Premier ministre, Shehbaz Sharif, au ministre de l'intérieur, Rana Sanaullah, et à un haut responsable de l'ISI, le major-général Faisal Naseer⁷³. Le lendemain de l'incident, les partisans d'Imran Khan ont manifesté dans les principales villes du pays et se sont confrontés aux forces de sécurité. A Islamabad et à Karachi, ces dernières ont procédé à un nombre non précisé d'arrestations⁷⁴.

3.2. Les manifestations contre l'arrestation d'Imran Khan

3.2.1. La « défense » de Zaman Park (mars 2023)

Le 5 mars 2023, des militants du PTI rassemblés aux abords de la résidence d'Imran Khan dans le secteur de Zaman Park, à Lahore, ont mis en échec l'arrestation de leur dirigeant par la police. Ce dernier avait refusé, à trois reprises, de se présenter aux audiences de l'affaire « Toshakhana », dans laquelle il est accusé d'avoir revendu, sans déclarer ses profits, des présents diplomatiques reçus dans le cadre de ses fonctions de Premier ministre⁷⁵. Le 13 mars 2023, la Haute cour d'Islamabad a émis un mandat d'arrêt contre Imran Khan. Plusieurs centaines de militants du PTI se sont alors rassemblés autour de sa résidence. L'après-midi du 14 mars 2023, ceux-ci se sont opposés avec violence aux policiers et paramilitaires venus arrêter leur dirigeant. Les affrontements se sont poursuivis durant une partie de la journée du 15 mars 2023, avant que la police ne reçoive l'ordre de suspendre les opérations. Au total, 69 personnes ont été blessées dans les affrontements⁷⁶.

Le 18 mars, alors qu'Imran Khan se dirigeait vers un tribunal d'Islamabad en voiture, ses partisans ont affronté les forces de l'ordre dans la capitale et incendié des véhicules de police. Le même jour, les autorités ont pénétré dans l'enceinte de la résidence de Zaman Park. La police a indiqué avoir arrêté à cette occasion 61 militants du PTI suspectés d'avoir pris des officiers pour cibles et fait usage de bombes incendiaires⁷⁷.

Selon un bilan fourni deux jours plus tard par la police de Lahore, **125 partisans et collaborateurs d'Imran Khan** impliqués dans les violences survenues dans la ville ont été arrêtés, tandis que des perquisitions ont été menées aux domiciles de militants accusés dans le cadre de sept affaires judiciaires. Parallèlement, la police d'Islamabad a fait état de **198 arrestations** en lien avec des incendies criminels et des attaques contre la police dans la capitale, précisant que les opérations se poursuivaient⁷⁸. Dans un discours diffusé le 1^{er} avril 2023, Imran Khan a affirmé que « 3 100 militants et membres de la cellule médiatique du PTI [étaient] actuellement emprisonnés, essentiellement dans les provinces du Pendjab et de Khyber-Pakhtunkhwa et à Islamabad ». **Le dirigeant du PTI a**

⁷⁰ United States Department of State (USDOS), 20/03/2023, p. 38, [url](#)

⁷¹ Al Jazeera, 24/05/2022, [url](#)

⁷² The Express Tribune, 28/10/2022, [url](#)

⁷³ Voice of America (VOA), 10/11/2022, [url](#)

⁷⁴ Geo News, 04/11/2022, [url](#)

⁷⁵ Dawn, 05/03/2023, [url](#)

⁷⁶ Le Monde, 16/03/2023, [url](#) ; AFP, 15/03/2023, [url](#) ; CNN, 15/03/2023, [url](#)

⁷⁷ Reuters, 18/03/2023, [url](#)

⁷⁸ Reuters, 20/03/2023, [url](#)

également accusé la police d'enlever illégalement ses partisans à leur domicile et de les incarcérer, en violation de leurs droits fondamentaux⁷⁹. Par ailleurs, il ressort du témoignage d'un haut responsable du parti que des proches de personnes recherchées ont également été victimes de violences à leur domicile et de détentions arbitraires⁸⁰.

3.2.2. Les émeutes du 9 mai 2023

Le 9 mai 2023, Imran Khan a été arrêté par des paramilitaires qui ont fait irruption dans l'enceinte d'un tribunal d'Islamabad devant lequel il comparaisait dans le cadre de l'une des affaires de corruption intentées contre lui. Cette arrestation est intervenue au lendemain de la diffusion d'un communiqué de l'armée dénonçant les « allégations sans fondement » de l'ancien Premier ministre quant aux responsables de la tentative d'assassinat contre sa personne (*cf. supra*)⁸¹. Le PTI, qui a dénoncé un « enlèvement », a immédiatement appelé ses partisans à se mobiliser. De violentes manifestations ont alors éclaté dans tout le pays. Outre les nombreux véhicules de police et infrastructures publiques incendiés, **les manifestants ont – fait inédit dans l'histoire du Pakistan – pris directement pour cibles des bâtiments de l'armée**. Ainsi, à Lahore, la résidence du commandant du corps d'armée a été envahie, avant d'être pillée et incendiée. A Rawalpindi, les émeutiers ont forcé le portail d'accès au quartier général de l'armée⁸². Selon les premières estimations du président d'un centre de réflexion basé au Pakistan, **plus de vingt-cinq sites militaires auraient été endommagés en quinze endroits différents du pays**⁸³. Cette estimation paraît globalement cohérente avec la recension des incidents sécuritaires des 9 et 10 mai 2023 effectuée par le site « *Critical Threats* » de l'*American Enterprise Institute* sur la base de messages diffusés sur Twitter. Parmi les incidents ainsi répertoriés figurent notamment des manifestations aux abords de sites de l'ISI⁸⁴.

Le bilan humain des affrontements du 9 mai 2023 s'élève à plus de dix manifestants tués et des centaines de blessés⁸⁵. Selon l'ONG Human Rights Watch, la répression des violences a donné lieu à des tirs et à **un usage excessif de la force contre les manifestants**⁸⁶. La présidente de la branche féminine du PTI a également indiqué à la presse avoir été témoin d'actes de brutalité de la part de policiers à l'encontre de manifestantes pacifiques⁸⁷.

Selon les bilans fournis par la police dans les deux jours ayant suivi les manifestations, 1 400 personnes ont été arrêtées, dont 945 dans la seule province du Pendjab⁸⁸. Le 18 mai 2023, le ministre de l'Information du Pendjab a indiqué que 3 428 personnes avaient été arrêtées, précisant que l'exploitation de la vidéosurveillance et du contenu d'échanges par WhatsApp avait permis à la police d'identifier 25 000 responsables et que 5 000 d'entre eux, impliqués de façon directe dans les attaques contre des infrastructures publiques ou militaires, avaient vocation à être arrêtés⁸⁹. Le 21 mai 2023, Imran Khan a déclaré que **plus de 10 000 de ses militants avaient été arrêtés**⁹⁰. Le 6 juin 2023, la presse a rapporté que, selon le ministre pakistanais de l'Intérieur, près de **5 000 collaborateurs et partisans d'Imran Khan ont été arrêtés** depuis les événements du 9 mai⁹¹. Cette estimation apparaît basse au regard d'un rapport de la police du Pendjab cité par la presse pakistanaise, selon lequel 5 615 personnes ont été arrêtées dans la seule province du Pendjab, dont 1 004 à Lahore⁹².

La répression exercée contre les militants du PTI à la suite des événements du 9 mai a soulevé des critiques de la part d'organisations non gouvernementales internationales (ONG) comme Human Rights Watch, qui **a demandé l'arrêt des arrestations arbitraires contre des activistes de l'opposition et**

⁷⁹ VOA, 02/04/2023, [url](#)

⁸⁰ Dawn, 15/03/2023, [url](#)

⁸¹ Le Monde avec AFP, 09/05/2023, [url](#)

⁸² BBC, 11/05/2023, [url](#) ; The Express Tribune, 10/05/2023, [url](#)

⁸³ Arab News, 03/06/2023, [url](#)

⁸⁴ Critical Threats, 09/05/2023, [url](#) ; 10/05/2023, [url](#)

⁸⁵ BBC, 04/06/2023, [url](#) ; The Guardian, 19/05/2023, [url](#)

⁸⁶ Human Rights Watch (HRW), 11/05/2023, [url](#)

⁸⁷ Deutsche Welle (DW), 12/06/2023, [url](#)

⁸⁸ BBC, 11/05/2023, [url](#) ; Reuters, 10/05/2023, [url](#)

⁸⁹ The Guardian, 19/05/2023, [url](#)

⁹⁰ The Nation, 21/05/2023, [url](#)

⁹¹ Reuters, 06/06/2023, [url](#)

⁹² The Express Tribune, 01/06/2023, [url](#)

des manifestants pacifiques⁹³. Amnesty international et d'autres ONG ont également dénoncé les arrestations de masse, les détentions arbitraires, ainsi que les interpellations de manifestants à leur domicile, de nuit et sans mandat d'arrêt⁹⁴. Selon un activiste politique et avocat de Lahore cité par la presse, les autorités pakistanaises ont même arrêté des militants n'ayant pas participé aux manifestations⁹⁵. Par ailleurs, la presse a recueilli des témoignages relatifs aux **mauvais traitements subis par les membres des familles de personnes recherchées**, rapportant notamment des faits d'enlèvement et de harcèlement, ou encore des menaces de viol et des dégradations matérielles⁹⁶.

Enfin, dans la province du Pendjab, plusieurs responsables et militants du PTI ont déclaré avoir été contraints de fermer leur commerce après perquisition de la police. Les autorités provinciales ont toutefois assuré que ces opérations ne répondaient pas à des motivations politiques⁹⁷.

3.2.3. L'incarcération d'Imran Khan (5 août 2023)

Imran KHAN, qui avait été remis en liberté le 12 mai 2023 sur ordre de la Cour suprême⁹⁸, a été condamné le 5 août 2023 à trois ans d'emprisonnement par un tribunal d'Islamabad dans l'affaire « Toshakhana » relative à la revente de cadeaux diplomatiques. En application de dispositions constitutionnelles, cette peine est assortie d'une interdiction d'exercer des fonctions politiques durant cinq ans. Le même jour, l'ancien Premier ministre a été arrêté dans sa résidence de Lahore et écroué⁹⁹.

En réaction à l'incarcération d'Imran Khan, des rassemblements se sont tenus dans les grandes villes du pays. Selon les données recueillies par la presse, 33 militants du PTI ont été arrêtés aux abords de la résidence de Zaman Park, à Lahore, 15 à Peshawar et 19 autres à Karachi durant la journée du 5 août 2023¹⁰⁰. D'autres manifestations se sont tenues le 7 août 2023 dans la province de Khyber-Pakhtunkhwa, donnant lieu à environ 70 arrestations à Swabi, 20 à Mardan et 17 à Bajaur¹⁰¹. Un article de la *British Broadcasting Company* (BBC) souligne le peu d'ampleur de la mobilisation et rapporte que les autorités ont procédé à **des dizaines d'arrestations préventives**. Selon un analyste politique cité dans ce même article, la faible réaction des militants tient à la fois à leur peur d'être arrêtés et à l'absence de dirigeants à même de les mobiliser¹⁰².

Le magazine *Time* rapporte que, selon des décomptes du parti fournis par l'un de ses responsables, mais n'ayant pu être vérifiés de façon indépendante, **le nombre de militants arrêtés s'élèverait à plus de 13 000 depuis l'incarcération d'Imran Khan**¹⁰³.

3.3. Des mobilisations devenues sporadiques

Aucune manifestation d'ampleur nationale n'a été rapportée depuis celle du 5 août 2023. De nombreuses arrestations ont néanmoins eu lieu à l'occasion de rassemblements à caractère local :

- ✓ le 28 août 2023, six militants qui réclamaient la libération d'Imran Khan ont été arrêtés lors d'une manifestation à Karachi, plus de 55 autres ayant été appréhendés au cours d'opérations conduites postérieurement¹⁰⁴ ;
- ✓ le 13 octobre 2023, plus d'une dizaine de militants du PTI ont été arrêtés à Islamabad alors qu'ils manifestaient sans autorisation en faveur de la cause des Palestiniens¹⁰⁵ ;

⁹³ HRW, 20/05/2023, [url](#)

⁹⁴ Amnesty International, Equidem, CIVICUS et Forum-Asia, 23/05/2023, [url](#)

⁹⁵ The Guardian, 19/05/2023, [url](#)

⁹⁶ The Guardian, 03/06/2023, [url](#) ; Reuters, 06/06/2023, [url](#)

⁹⁷ Al Jazeera, 08/06/2023, [url](#)

⁹⁸ RFE/RL's Radio Mashaal, 12/05/2023, [url](#)

⁹⁹ The Guardian, 05/08/2023, [url](#)

¹⁰⁰ The Express Tribune, 05/08/2023, [url](#)

¹⁰¹ Dawn, 08/08/2023, [url](#)

¹⁰² BBC, 08/08/2023, [url](#)

¹⁰³ Time, 22/09/2023, [url](#)

¹⁰⁴ The Frontier Post, 23/08/2023, [url](#)

¹⁰⁵ Dawn, 14/10/2023, [url](#)

- ✓ le 22 octobre 2023, 55 personnes ont été arrêtées au cours d'une convention du PTI organisée à Lahore¹⁰⁶ ;
- ✓ le week-end des 25-26 novembre 2023, alors que des conventions du parti étaient organisées en divers endroits de la province de Khyber-Pakhtunkhwa, des sources officielles rapportent que 60 personnes ont été arrêtées dans le district d'Upper-Dir. Selon des sources internes au PTI, 200 militants du parti ont été arrêtés dans le district de Swat¹⁰⁷ et 25 à 35 autres dans celui de Karak¹⁰⁸.

4. Un traitement judiciaire et carcéral attentatoire aux droits humains

Si les arrestations de militants donnent lieu à des déclarations nombreuses, aucune estimation globale du nombre de personnes incarcérées, d'affaires judiciaires ouvertes ou de condamnations prononcées n'a pu être obtenue.

Il est également à signaler que **le PTI a proposé une assistance juridique gratuite** aux militants et manifestants pacifiques contre lesquels des affaires judiciaires ont été enregistrées à la suite des événements du 9 mai 2023¹⁰⁹. L'effectivité de ce service est toutefois difficile à évaluer.

4.1. La dénonciation d'agissements hors du cadre légal

Lors de la présentation d'un rapport consacré aux violations des droits de l'homme contre les membres du PTI entre le 10 avril 2022 et le 21 mars 2023, l'ancienne ministre des Droits de l'Homme du gouvernement d'Imran Khan a déclaré que « les disparitions forcées [étaient] devenues communes au Pakistan », des personnes non identifiées enlevant des citoyens au vu et au su de tous¹¹⁰. Le 18 septembre 2023, le PTI a diffusé un communiqué de presse demandant au Président de la Cour suprême d'agir contre les disparitions subies par ses militants, ses responsables, ainsi que les membres de leurs familles. Selon les termes de ce texte, « les disparitions forcées ou les détentions extrajudiciaires de militants et de responsables ont acquis un caractère routinier ». Ce communiqué cite également les noms de plusieurs responsables portés disparus¹¹¹. Au mois d'octobre 2023, la direction du parti a réitéré son appel à la libération de ses militants et de ses dirigeants portés disparus auprès du Premier ministre et du président de la Commission électorale, fournissant davantage de noms de personnes disparues¹¹².

4.2. Le recours à des dispositions controversées

4.2.1. L'interdiction de rassemblement

Dans son rapport sur l'état des droits humains, la Commission des droits de l'Homme du Pakistan relève que, tout au long de l'année 2022, les gouvernements ont utilisé la section 144 du code de procédure pénale, qui interdit le rassemblement de plus de cinq personnes, afin de décourager les manifestations et arrêter les contrevenants¹¹³. En 2023, la presse a fourni quantité d'exemples d'arrêtés d'interdiction de rassemblement et d'arrestations sur la base de cet article¹¹⁴, mais aussi de la section 188 du code de procédure pénale relative à la désobéissance à la décision d'un fonctionnaire. Selon les explications fournies par un responsable du Forum des avocats du PTI, les accusés se trouvent, de la sorte, privés de la possibilité d'obtenir une libération sous caution¹¹⁵.

¹⁰⁶ The Express Tribune, 22/10/2023, [url](#)

¹⁰⁷ Dawn, 27/11/2023, [url](#)

¹⁰⁸ Pakistan Observer, 27/11/2023, [url](#)

¹⁰⁹ Site du PTI, onglet « Notification », [url](#)

¹¹⁰ Dawn, 29/03/2023, [url](#)

¹¹¹ Site du PTI, onglet « Press release », 18/09/2023, [url](#)

¹¹² The Express Tribune, 03/10/2023, [url](#) ; The News, 14/10/2023, [url](#)

¹¹³ HRCP, 07/2023, p. 162, [url](#)

¹¹⁴ Voir par exemple The Express Tribune, 09/05/2023, [url](#) ; The News, 27/11/2023, [url](#)

¹¹⁵ Dawn, 16/11/2023, [url](#)

4.2.2. La loi contre le terrorisme

Le chef de la police de Lahore a indiqué à la presse que sept affaires avaient été ouvertes contre les responsables des affrontements avec la police du 13 et du 14 mars 2023, précisant que l'un des chefs d'inculpation retenu était le terrorisme¹¹⁶. Au lendemain des incidents survenus à Islamabad, quatre jours plus tard, environ 17 responsables du parti et un nombre non précisé de militants ont été visés par une plainte pour dix types de crimes, dont celui de terrorisme¹¹⁷.

Par ailleurs, dans la continuité des émeutes du 9 mai 2023, la directrice de l'ONG Human Rights Watch pour l'Asie a exprimé sa préoccupation devant « le recours à des dispositions antiterroristes excessivement vagues et larges contre les manifestants de l'opposition »¹¹⁸. Des inquiétudes du même ordre ont été émises par Amnesty International et d'autres ONG, qui ont également demandé aux autorités pakistanaises de ne pas faire juger les manifestants par des juridictions anti-terroristes spécialisées¹¹⁹. Ces réactions font suite aux déclarations du ministre de l'Information du gouvernement du Pendjab, selon lequel « le PTI, après avoir été écarté du pouvoir, est devenu un acteur non étatique au même titre que le TTP [*Tehrik-e Taliban Pakistan*, Mouvement des talibans du Pakistan] ». Ce même responsable a indiqué que « 800 des personnes détenues [après les émeutes du 9 mai 2023] seront jugées par des tribunaux militaires ou des tribunaux anti-terroristes »¹²⁰. Il ressort des informations fournies par la presse pakistanaise que **des procédures sont effectivement en cours devant des juridictions anti-terroristes** pour juger les auteurs présumés des violences du 9 mai 2023 à Lahore¹²¹.

4.2.3. La loi relative aux forces armées

Le 15 mai 2023, les autorités pakistanaises ont annoncé que les auteurs des dommages contre des installations militaires seront jugés au titre de la loi relative aux forces armées (*Army Act*) et de celle sur les secrets d'Etat (*Official Secrets Act*). Dans un article consacré au contenu et au fonctionnement de la loi relative aux forces armées, la chaîne *Al Jazeera* évoque un texte « controversé », rappelant que celui-ci a été adopté en 1952 pour fixer un cadre légal spécifique pour juger les militaires et les civils rattachés à l'institution militaire. Depuis son amendement en 1966 par le régime militaire d'Ayub Khan, son application peut être étendue à des civils¹²². Au lendemain de cette annonce, Amnesty International, par la voix de sa directrice régionale adjointe pour l'Asie du Sud, a fait valoir que « juger des civils en vertu de lois militaires, éventuellement devant des tribunaux militaires, [était] contraire au droit international », dénonçant une « tactique d'intimidation destinée à réprimer la dissidence »¹²³. Le 26 juin 2023, le porte-parole de l'armée a indiqué que « 102 mécréants [étaient] jugés dans les tribunaux militaires déjà établis »¹²⁴. Le 23 octobre 2023, la Cour suprême du Pakistan a jugé que les procès de civils devant des juridictions militaires étaient inconstitutionnels¹²⁵. La juridiction suprême est néanmoins revenue sur son jugement le 13 décembre 2023, autorisant provisoirement la **reprise des procédures en cours**¹²⁶.

4.3. Les témoignages de mauvais traitements infligés aux détenus

4.3.1. Des conditions indignes de détention

Selon des témoignages d'anciens dirigeants du parti recueillis par *Reuters*, de nombreuses personnes arrêtées ont été **incarcérées dans des cellules de classe C**, voire dans des conditions plus mauvaises encore. Exiguës et généralement surpeuplées, ces cellules sont dépourvues d'aération adéquate. Plusieurs témoins mentionnent à cet égard l'extrême chaleur qu'ils ont eue à endurer. Les sanitaires,

¹¹⁶ Reuters, 20/03/2023, [url](#)

¹¹⁷ Geo News, 19/03/2023, [url](#)

¹¹⁸ HRW, 20/05/2023, [url](#)

¹¹⁹ Amnesty International, Equidem, CIVICUS et Forum-Asia, 23/05/2023, [url](#)

¹²⁰ The Express Tribune, 17/05/2023, [url](#) ; The Guardian, 17/05/2023, [url](#)

¹²¹ Voir par exemple Pakistan Today, 17/05/2023, [url](#) ; The Express Tribune, 15/12/2023, [url](#)

¹²² Al Jazeera, 18/05/2023, [url](#)

¹²³ Amnesty International, 16/05/2023, [url](#)

¹²⁴ Le Monde avec AFP, 26/06/2023, [url](#)

¹²⁵ BBC News, 24/10/2023, [url](#)

¹²⁶ Reuters, 13/12/2023, [url](#)

quant à eux, s'y résument à un trou au sol exposé à la vue de tous. Aux dires d'avocats cités par l'article, les prisonniers politiques sont d'ordinaire retenus dans des cellules de classe B, qui disposent de toilettes propres et dont les occupants peuvent avoir accès à la presse et à des livres¹²⁷.

4.3.2. Le recours à la torture

La presse pakistanaise et internationale a fait état de divers témoignages et d'un rapport médical selon lesquels **les autorités pakistanaises ont fait usage de la torture contre des responsables et des militants du parti**. Ainsi, le 24 août 2022, un proche collaborateur d'Imran Khan qui avait été arrêté deux semaines auparavant pour sédition a déclaré à la presse qu'il avait subi des tortures par électrochocs pour lui extorquer des aveux¹²⁸. Par ailleurs, un militant du PTI a été retrouvé mort le 8 mars 2023 après son arrestation par la police. Selon le rapport d'autopsie consulté par le quotidien *The Express Tribune*, 26 blessures ont été relevées sur son corps et sur son crâne¹²⁹. Les autorités du Pendjab ont rejeté les allégations de torture, soutenant qu'il avait trouvé la mort dans un accident de la circulation¹³⁰.

Plusieurs hauts responsables du parti arrêtés dans le cadre de la répression des émeutes du 9 mai 2023 ont également rapporté avoir été torturés en détention¹³¹. L'un d'eux a indiqué à la presse, sous couvert d'anonymat, avoir été conduit par la police dans les locaux de l'ISI, où il a été soumis à de multiples pressions pour quitter le parti. Dans son témoignage, ce dirigeant démissionnaire apporte des détails quant aux méthodes de torture auxquelles il a été soumis et aux menaces qui ont été dirigées contre les membres de sa famille. L'armée pakistanaise a officiellement démenti tout usage de la torture par les forces de sécurité en détention¹³². D'après les propos d'un responsable local du PTI au Pendjab resté anonyme, de nombreux militants du PTI ont également été soumis à la torture après leur arrestation afin d'obtenir des informations permettant de localiser leurs collègues du parti¹³³.

4.4. La mise en cause des procédures et des conditions de détention appliquées aux femmes

Le sort des détenues du PTI a donné lieu à un message d'Imran Khan sur Twitter, dans lequel il affirme que « beaucoup de nos députées, supportrices et militantes sont retenues en prison dans tout le Pakistan dans des conditions inhumaines, à la merci des excès de la police ». Dans un second message diffusé sur le même réseau social, le dirigeant considère qu'il **n'y a pas de doute à avoir quant à l'existence de mauvais traitements contre les femmes en prison**¹³⁴. Le seul témoignage ayant pu être recueilli au sujet de ces violences a été livré à la presse par la présidente de la branche féminine du PTI, qui indique que l'une de ses amies a été remise en liberté avec des traces de morsure sur l'ensemble du corps, précisant que la victime avait caché celles-ci à sa famille¹³⁵.

En réaction aux accusations du PTI, le gouvernement provisoire du Pendjab a mis en place un comité d'enquête. Dans ses conclusions présentées le 30 mai 2023, celui-ci a insisté sur la qualité des conditions de détention et fait valoir qu'aucun témoignage de maltraitance n'avait été recueilli auprès des détenues. Le ministre en chef de la province a, pour sa part, déclaré que seules 11 des 32 femmes arrêtées en lien avec les violences du 9 mai 2023 étaient toujours incarcérées¹³⁶.

La Commission des droits de l'Homme du Pakistan a toutefois dénoncé **le flou qui continue d'entourer la détention des femmes associées au PTI** plus de trois mois après les événements du 9 mai 2023. Jugeant inacceptable que leur nombre, les accusations portées contre elles ou leurs lieux de détention ne soit pas communiqués, le comité rappelle que le Code de procédure criminel prévoit que les femmes ne peuvent être maintenues en détention qu'en cas de crime grave¹³⁷.

¹²⁷ Reuters, 06/06/2023, [url](#)

¹²⁸ VOA, 24/08/2023, [url](#)

¹²⁹ The Express Tribune, 10/03/2023, [url](#)

¹³⁰ The Nation, 11/03/2023, [url](#)

¹³¹ Reuters, 06/06/2023, [url](#) ; The Guardian, 03/06/2023, [url](#)

¹³² ISPR, 07/06/2023, [url](#)

¹³³ Dawn, 28/11/2023, [url](#)

¹³⁴ Tweeter/X, compte « @ImranKhanPTI », 17/05/2023, [url](#) ; 28/05/2023, [url](#)

¹³⁵ DW, 06/12/2023, [url](#)

¹³⁶ The News, 30/05/2023, [url](#)

¹³⁷ HRCP, 22/08/2023, [url](#)

5. La répression dans l'espace médiatique et sur les réseaux sociaux

5.1. Des atteintes répétées au droit à la liberté d'expression et à l'accès à l'information

5.1.1. La censure des chaînes d'information

Peu après l'éviction d'Imran Khan de son poste de Premier ministre, **les autorités pakistanaises ont multiplié les entraves à la diffusion de ses discours et au fonctionnement des chaînes de télévision perçues comme favorables au PTI**. Ainsi, au mois de mai 2022, l'Autorité de régulation des médias électroniques du Pakistan (PEMRA) a ordonné aux chaînes de télévision privées de ne pas diffuser de contenu qui « tourneraient en ridicule les institutions étatiques, en particulier l'armée et la justice », sous peine de poursuites¹³⁸. Parallèlement, aux mois d'août et septembre 2022, la PEMRA a suspendu les retransmissions des chaînes *ARY News* et *Bol News*¹³⁹. Réagissant à de nouvelles mises en garde de la PEMRA et au retrait de la licence d'*ARY News*, le 5 mars 2023, un chercheur du programme Asie du Sud d'Amnesty International a déploré « l'interdiction systématique des discours du chef de l'opposition », demandant en outre « l'arrêt de la répression contre les journalistes et les médias diffusant des contenus critiques à l'égard du gouvernement »¹⁴⁰. Un article de la BBC rapporte que le 31 mai 2023, la PEMRA a adressé à l'ensemble des chaînes d'information une directive indiquant qu'à la suite des violences du 9 mai, celles-ci devaient s'abstenir de donner du temps d'antenne à des individus propageant des discours haineux. Des sources internes à ces médias indiquent avoir en outre **reçu pour consigne de ne plus prononcer le nom d'Imran Khan**, montrer d'image de lui ou faire entendre le son de sa voix. Ces sources précisent que les propriétaires des chaînes ont été convoqués par de hauts responsables de l'armée et des services de renseignement à cet effet¹⁴¹. Si la directive de la PEMRA a été contestée par plusieurs juridictions, aucun élément n'indique que l'interdiction d'antenne des dirigeants du PTI aurait été levée¹⁴².

5.1.2. Les restrictions d'accès à Internet et aux réseaux sociaux

La censure appliquée aux chaînes d'information s'est étendue aux réseaux sociaux, dont le PTI avait fait un instrument privilégié de communication et de mobilisation¹⁴³. A l'été 2022, l'accès à la plate-forme YouTube a été interrompue à l'occasion de plusieurs discours d'Imran Khan devant ses partisans¹⁴⁴. Du 9 au 13 mai 2023, le gouvernement a coupé l'Internet mobile dans l'ensemble du pays¹⁴⁵. L'accès à Facebook, YouTube et Twitter, également interrompu, n'a été restauré que le 15 mai 2023¹⁴⁶. Le chargé de campagne d'Amnesty International pour l'Asie du Sud, a appelé à la levée immédiate de ces restrictions, soulignant en outre que « l'interdiction des plateformes de réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et YouTube crée **un environnement propice à de nouvelles violations des droits humains** dans l'obscurité causée par la coupure d'Internet »¹⁴⁷. Le 17 décembre 2023, en amont d'un « rassemblement politique virtuel historique » annoncé par le PTI, les autorités ont temporairement ralenti le débit d'Internet et bloqué l'accès aux principaux réseaux sociaux¹⁴⁸.

5.2. Le ciblage des journalistes et des utilisateurs de réseaux sociaux

5.2.1. Poursuites et disparition de journalistes

¹³⁸ Dawn, 10/05/2023, [url](#) ; 17/05/2022, [url](#)

¹³⁹ Pakistan Press Foundation, 13/08/2023, [url](#) ; Dawn, 06/09/2023, [url](#)

¹⁴⁰ Amnesty International UK, 07/03/2023, [url](#)

¹⁴¹ BBC, 08/06/2023, [url](#)

¹⁴² Dawn, 23/11/2023, [url](#) ; The Express Tribune, 20/12/2023, [url](#)

¹⁴³ Dawn, 16/08/2020, [url](#)

¹⁴⁴ Dawn, 07/09/2022, [url](#)

¹⁴⁵ Arab News, 13/05/2023, [url](#)

¹⁴⁶ The News, 15/05/2023, [url](#)

¹⁴⁷ Amnesty International, 11/05/2023, [url](#)

¹⁴⁸ VOA, 17/12/2023, [url](#)

Dans son rapport sur la situation des droits de l'Homme en 2022, la Commission des droits de l'Homme du Pakistan observe que le changement de gouvernement a été suivi d'intimidations contre les journalistes perçus comme des sympathisants du PTI¹⁴⁹. Le rapport évoque ensuite les poursuites judiciaires engagées contre deux présentateurs aux mois de juillet et août 2022¹⁵⁰. Un autre présentateur, employé par *ARY News*, a quitté le Pakistan pour le Kenya au mois d'août 2022 en raison de menaces de mort et de plaintes déposées contre lui. Deux mois plus tard, il a été tué par des policiers kenyans dans des circonstances demeurées mystérieuses¹⁵¹. Revenant sur les événements du mois de mai 2023, les associations de défense des journalistes ont déploré les violences commises contre la presse par les manifestants du PTI. Les autorités, pour leur part, ont agressé deux journalistes qui filmaient une opération de police contre un dirigeant du parti le 10 mai 2023. Le lendemain, elles ont arrêté deux journalistes considérés comme proches d'Imran Khan¹⁵². L'un d'eux a regagné son domicile après avoir été porté disparu durant quatre mois¹⁵³. Le 15 juin 2023, le bureau régional d'Amnesty International a dénoncé les poursuites engagées au cours des quatre derniers jours contre au moins sept journalistes accusés de crimes contre l'Etat ou d'infractions aux lois antiterroristes¹⁵⁴.

5.2.2. Arrestations en lien avec des activités en ligne

Dès le 13 avril 2022, soit trois jours après le vote d'une motion de censure contre Imran Khan, la Commission des droits de l'Homme du Pakistan a dénoncé « la récente vague d'arrestations et de harcèlement contre des militants du PTI pour leur supposée participation à une campagne de "dénigrement" contre les institutions étatiques »¹⁵⁵. La presse pakistanaise a fourni des précisions quant aux arrestations évoquées par la commission, qui ont été conduites dans différentes villes du pays par l'Agence fédérale d'investigation (*Federal Investigation Agency*, FIA) contre au moins dix militants actifs sur les réseaux sociaux¹⁵⁶. Dans un article publié début mai 2022 par un média japonais, il est rapporté que la FIA a arrêté des dizaines de cyber-activistes en réaction à l'émergence, sur Twitter, de mots-dièse hostiles au haut-commandement militaire et à son rôle supposé dans l'éviction du Premier ministre¹⁵⁷.

Si le PTI a dénoncé les « **enlèvements répétés** » subis par les membres de son équipe chargée des réseaux sociaux au printemps 2023¹⁵⁸, il apparaît que la répression s'est également exercée contre des responsables ou militants du PTI du fait de leur utilisation des réseaux sociaux. Selon les déclarations d'un responsable anonyme du parti au Pendjab, fin novembre 2023, « tout dirigeant du PTI qui apparaît sur un média en ligne, ou même un réseau social, est recherché pour être arrêté »¹⁵⁹. La presse évoque par ailleurs le cas d'un partisan du PTI qui, bien que son compte n'ait que 184 abonnés, a été condamné à trois ans d'emprisonnement pour un message jugé diffamatoire envers les forces armées¹⁶⁰. Du fait de la rareté des exemples recueillis, les condamnations judiciaires ne peuvent utilement servir à apprécier l'ampleur de la répression contre les militants ayant exprimé leurs opinions sur les réseaux sociaux. Un témoignage rapporté par un article de la BBC tend à indiquer que **la répression des activités en ligne revêt également des formes extralégales**. Une militante du PTI déclare ainsi avoir renoncé à utiliser Twitter après un appel anonyme l'enjoignant à renoncer à publier des messages de soutien au parti¹⁶¹.

¹⁴⁹ HRCP, 07/2023, p. 162, [url](#)

¹⁵⁰ Dawn, 06/07/2022, [url](#) ; Committee to Protect Journalists, 23/08/2022, [url](#)

¹⁵¹ Reporters sans frontières (RSF), 06/12/2023, [url](#)

¹⁵² Fédération internationale des journalistes, 12/05/2023, [url](#) ; RSF, 11/05/2023, [url](#)

¹⁵³ Al Jazeera, 25/09/2023, [url](#)

¹⁵⁴ Compte Tweeter/X « @amnestysasia », 15/06/2023, [url](#)

¹⁵⁵ HRCP, 07/2023, p. 54, [url](#)

¹⁵⁶ The Nation, 13/04/2022, [url](#)

¹⁵⁷ Nikkei Asia, 10/05/2022, [url](#)

¹⁵⁸ Compte Instagram « Imrankhan.pti », 16/04/2023, [url](#) ; 20/04/2023, [url](#)

¹⁵⁹ Dawn, 28/11/2023, [url](#)

¹⁶⁰ Dawn, 16/02/2023, [url](#)

¹⁶¹ BBC, 08/08/2023, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en décembre 2023 et janvier 2024.

Document DIDR

DIDR, « Pakistan : Les changements politiques intervenus depuis les élections législatives de juillet 2018 », OFPRA, 25/03/2019, 31 pp., https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/1903_pak_elections_legislatives_et_suites.pdf

Textes juridiques

Amended Constitution of Pakistan Tehreek-e-Insaf 2022 (Amendment of 2019 Constitution), 2022, 30 pp., <https://www.insaf.pk/pti-constitution>

Proposed (final version) Constitution of Pakistan Tehreek-e-Insaf, 2019, 105 pp., <https://www.insaf.pk/sites/default/files/Final%20Proposed%20PTI%20Constitution%202019%20in%20pdf.pdf>

Institutions nationales

Electoral Commission of Pakistan, « Provincial Assemblies - Party positions including reserved seats », 2013, [https://web.archive.org/web/20171112185513/https://ecp.gov.pk/Documents/Downloads/General%20Election%202013/Party%20Position/Party%20Position%20\(Provincial%20Assembly\).pdf](https://web.archive.org/web/20171112185513/https://ecp.gov.pk/Documents/Downloads/General%20Election%202013/Party%20Position/Party%20Position%20(Provincial%20Assembly).pdf)

United States Department of State (USDOS), « 2022 Country Reports on Human Rights Practices: Pakistan », 20/03/2023, 71 pp., https://www.state.gov/wp-content/uploads/2023/02/415610_PAKISTAN-2022-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf

Organisations non gouvernementales

Human Rights Commission of Pakistan (HRCP) « Caretaker government must end pre-poll political victimization », 25/09/2023, <https://hrcp-web.org/hrcpweb/caretaker-government-must-end-pre-poll-political-victimization/>

Human Rights Watch (HRW), « Pakistan: Excessive Force against Violent Khan Protests », 1/05/2023, <https://www.hrw.org/news/2023/05/11/pakistan-excessive-force-against-violent-khan-protests>

HRW, « Pakistan: Mass Arrests Target Political Opposition », 20/05/2023, <https://www.hrw.org/news/2023/05/20/pakistan-mass-arrests-target-political-opposition>

Amnesty International, Equidem, CIVICUS et Forum-Asia, « Pakistan : End crackdown on political opposition », 23 mai 2023, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa33/6811/2023/en/>

HRCP, « State of Human Rights in 2022 », 299 pp., 07/2023, <https://hrcp-web.org/hrcpweb/wp-content/uploads/2020/09/2023-State-of-human-rights-in-2022.pdf>

Amnesty International, « Pakistan. Les civil-e-s ne doivent pas être jugés en vertu de lois militaires », 16/05/2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/05/pakistan-civilians-must-not-be-tried-under-military-laws/>

HRCP, « HRCP concerned by lack of transparency in detaining PTI women, Imran Khan's prison conditions », 22/08/2023, <https://hrcp-web.org/hrcpweb/hrcp-concerned-by-lack-of-transparency-in-detaining-pti-women-imran-khans-prisons-conditions/>

Pakistan Press Foundation, « Interior ministry cancels NOC of ARY News », 13/08/2022, <https://www.pakistanpressfoundation.org/interior-ministry-cancels-noc-of-ary-news/>

Amnesty International UK, « Press release. Pakistan: Imran Khan media ban is 'disturbing' », 07/03/2023, <https://www.amnesty.org.uk/press-releases/pakistan-imran-khan-media-ban-disturbing>

Amnesty International, « Pakistan. Les autorités doivent faire preuve de retenue et lever immédiatement les restrictions d'accès à Internet », 11/05/2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/05/pakistan-authorities-must-show-restraint-and-lift-internet-restrictions-immediately/>

Committee to Protect Journalists, « Pakistani journalists Jameel Farooqui and Ilyas Samoo arrested; Farooqui remains in detention », 23/08/2023, <https://cpj.org/2022/08/pakistani-journalists-jameel-farooqui-and-ilyas-samoo-arrested-farooqui-remains-in-detention/>

Reporters sans frontières (RSF), « Meurtre non élucidé d'Arshad Sharif : l'ONU somme le Pakistan et le Kenya d'agir pour identifier les responsables », 06/12/2023, <https://rsf.org/fr/meurtre-non-%C3%A9lucid%C3%A9-d-arshad-sharif-l-onu-somme-le-pakistan-et-le-kenya-d-agir-pour-identifier-les>

Fédération internationale des journalistes, « Pakistan: Journalists under fire amid PTI protests », 12/05/2023, <https://www.ifj.org/fr/salle-de-presse/nouvelles/detail/category/communiqués-de-presse/article/pakistan-journalists-under-fire-amid-pti-protests>

RSF, « Violences au Pakistan : des journalistes attaqués, une radio incendiée, l'information bâillonnée », 11/05/2023, <https://rsf.org/fr/violences-au-pakistan-des-journalistes-attaqu%C3%A9s-une-radio-incendi%C3%A9e-l-information-b%C3%A2illonn%C3%A9e>

Think tanks, universités et centres de recherches

Dr. Mariam MUFTI, « Pakistan Tehreek-e-Insaaf : a New Phenomenon or a Continuation of the Political Status Quo ? », Noria Research, 22/10/2016, <https://noria-research.com/south-asia-5-pakistan-tehrik-e-insaaf/>

Madiha AFZAL et Adrianna PITA, « Why is Pakistani PM Imran Khan facing a no-confidence vote ? », Brookings Institution, 25/03/2022, <https://www.brookings.edu/articles/why-is-pakistani-pm-imran-khan-facing-a-no-confidence-vote/>

International Crisis Group, « Pakistan : At the tipping point ? », 12/05/2023, <https://www.crisisgroup.org/asia/south-asia/pakistan/pakistan-tipping-point>

Critical Threats, « Salafi-Jihadi Movement Update Special Edition: Protests in Pakistan, May 9, 2023 », 09/05/2023, <https://www.criticalthreats.org/analysis/salafi-jihadi-movement-update-special-edition-protests-in-pakistan-may-9-2023>

Critical Threats, « Salafi-Jihadi Movement Update Special Edition: Protests in Pakistan, May 10, 2023 », 10/05/2023, <https://www.criticalthreats.org/analysis/salafi-jihadi-movement-update-special-edition-protests-in-pakistan-may-10-2023>

Médias

France 24, « Imran Khan, l'ancien jet-setteur qui veut "révolutionner" le Pakistan », 03/09/2014, <https://www.france24.com/fr/20140902-pakistan-imran-khan-portrait-star-cricket-opposition-nawaz-sharif>

The Express Tribune, « Imran Khan's "tsunami" sweeps Lahore », 30/10/2011, <http://tribune.com.pk/story/285058/pti-rally-in-lahore-live-updates/>

The Express Tribune, « PTI rally : Imran lights up Karachi », 26/12/2011, <http://tribune.com.pk/story/312138/pti-rally-imran-lights-up-karachi/>

The New York Times, « In Pakistan, Drone Protest Takes Detour for Safety », 07/10/2012, <https://www.nytimes.com/2012/10/08/world/asia/in-pakistan-drone-protest-led-by-imran-khan-takes-detour-for-safety.html>

Dawn, « Imran Khan announces end of PTI protests », 17/12/2014, <https://www.dawn.com/news/1151434>

The Express Tribune, « JI-PTI coalition: Jamaat-e-Islami to get 3 K-P ministries », 16/05/2013, <https://tribune.com.pk/story/550031/ji-pti-coalition-jamaat-e-islami-to-get-3-k-p-ministries/>

The News, « Karachi witnesses lowest turnout in recent history », 23/07/2018, <https://www.thenews.com.pk/print/348500-karachi-witnesses-%20lowest-turnout-in-recent-history>

Le Monde, « Au Pakistan, le premier ministre Imran Khan se rapproche de la sortie », 30/03/2022, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/03/30/au-pakistan-le-premier-ministre-imran-khan-se-rapproche-de-la-sortie_6119851_3210.html

RFE/RL's Radio Mashaal, « Pakistan's Supreme Court Rules Khan's Move To Stay In Power Was Unconstitutional », 07/04/2022, <https://www.rferl.org/a/pakistan-khan-no-confidence-unconstitutional-supreme-court/31791534.html>

Reuters, « Pakistan's Prime Minister Imran Khan ousted in no-confidence vote », 10/04/2022, <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/pakistan-parliament-try-again-vote-oust-pm-khan-2022-04-09/>

BBC, « Pakistan: Shehbaz Sharif chosen as PM after week-long uncertainty », 11/04/2022, <https://www.bbc.com/news/world-asia-61063386>

The Indian Express, « Going back to Rawalpindi », 13/09/2014, <https://indianexpress.com/article/opinion/columns/going-back-to-rawalpindi/>

Le Monde diplomatique, « Imran Khan, the army's choice », 09/2018, <https://mondediplo.com/2018/09/04pakistan>

Dawn, « Suri accepts resignations of 123 PTI MNAs », 15/04/2022, <https://www.dawn.com/news/1685096>

Dawn, « 45 PTI lawmakers withdraw resignations from National Assembly », 23/01/2023, <https://www.dawn.com/news/1733212>

Dawn, « Who are the PTI (and allied) MNAs whose resignations have been accepted so far? », 25/01/2023, <https://www.dawn.com/news/1732679>

France 24, « Little-known senator named Pakistan's caretaker PM until next elections », 12/08/2023, <https://www.france24.com/en/asia-pacific/20230812-little-known-senator-named-pakistan-s-caretaker-pm-until-next-elections>

Al Jazeera, « Another Khan party-led provincial assembly dissolved in Pakistan », 18/01/2023, <https://www.aljazeera.com/news/2023/1/18/another-khan-party-led-provincial-assembly-dissolved-in-pakistan>

Time, « Pakistan Court Indicts Ex-Leader Imran Khan for Leaking Secret Cable », 23/10/2023, <https://time.com/6327247/pakistan-court-indicts-imran-khan-secret-cable/>

The Guardian, « Imran Khan's political games leave him isolated as Pakistan army destroys party », 03/06/2023, <https://www.theguardian.com/world/2023/jun/03/pakistan-imran-khan-pti-military-crackdown>

Geo News, « How many leaders have quit PTI till now ? », 27/05/2023, <https://www.geo.tv/latest/489164-here-is-a-list-of-pti-leaders-who-quit-party-up-till-now>

Al Jazeera, « Ex-PM Imran Khan's PTI hit by more resignations in Pakistan », 24/05/2023, <https://www.aljazeera.com/news/2023/5/24/ex-pm-imran-khans-pti-hit-by-more-resignations-in-pakistan>

Dawn, « A Political realignment : The politicians who have parted ways with Imran's PTI since May 9 », 09/11/2023, <https://www.dawn.com/news/1781417>

Dawn, « PTI elects office-bearers in ECP-mandated polls », 03/12/2023, <https://www.dawn.com/news/1794674>

The [Friday](#) Times, « From PTI's Shadow: IPP Set To Bring Political Change In Upcoming Polls », 02/07/2023, <https://thefridaytimes.com/02-Jul-2023/from-pti-s-shadow-ipp-set-to-bring-political-change-in-upcoming-polls>

Dawn, « Old faces return to join Jahangir Khan Tareen's new platform », 09/06/2023, <https://www.dawn.com/news/1758765>

Dawn, « Jahangir Khan Tareen appoints ex-PTI loyalists as party officials », 13/06/2023, <https://www.dawn.com/news/1759457>

The Express Tribune, « PTI rejects newly formed IPP », 09/06/2023, <https://tribune.com.pk/story/2420870/pti-rejects-newly-formed-ipp>

Arab News, « Ex-PM Khan's PTI unfazed as former associates launch new party, calls it "artificial entity" », 13/06/2023, <https://www.arabnews.pk/node/2318786/pakistan>

Dawn, « Khattak launches breakaway faction PTI-Parliamentarians », 17/07/2023, <https://www.dawn.com/news/1765262>

Dawn, « A tough election awaits embattled Tehreek-i-Insaf », 15/11/2023, <https://www.dawn.com/news/1789396>

Dawn, « Situationer: PTI campaign "buoyant in KP, listless in Punjab" », 28/11/2023, <https://www.dawn.com/news/1793170/situationer-pti-campaign-buoyant-in-kp-listless-in-punjab>

Agence France-Presse (AFP), « Pakistan Ex-PM Khan Barred From Election Candidacy: Party », 31/12/2023, <https://www.voanews.com/a/pakistan-ex-pm-khan-barred-from-election-candidacy-party/7419128.html>

Dawn, « 76pc of PTI nomination papers for upcoming polls accepted, ECP tells SC », 07/01/2024, <https://www.dawn.com/news/1803898/76pc-of-pti-nominations-papers-for-upcoming-polls-accepted-ecp-tells-sc>

Dawn, « Big relief for PTI as scores cleared to contest polls », 06/01/2024, <https://www.dawn.com/news/1803603>

Time, « Pakistan Can Keep Imran Khan Out of Power, but It Can't Keep His Popularity Down », 17/01/2024, <https://time.com/6556335/pakistan-election-imran-khan-nawaz-sharif-military-pti/>

The Express Tribune, « Numbers game: PTI ready for elections with 10m registered members », 12/09/2012, <https://tribune.com.pk/story/435567/numbers-game-pti-ready-for-elections-with-10m-registered-members>

The Express Tribune, « PTI announces new organisational set-up », 22/10/2019, <https://tribune.com.pk/story/2084652/pti-announces-new-organisational-set>

Dawn, « Sindh PTI divided into four regions », 18/11/2019, <https://www.dawn.com/news/1517344>

The Express Tribune, « PM dissolves all PTI bodies after K-P setback », 24/12/2021, <https://tribune.com.pk/story/2335473/pm-dissolves-ptis-organisational-bodies-after-k-p-lg-poll-rout>

The Express Tribune, « May 9 riots: PTI's financial woes worsen amid crackdown », 27/05/2023, <https://tribune.com.pk/story/2418860/may-9-riots-ptis-financial-woes-worsen-amid-crackdown>

The Express Tribune, « PTI's K-P leadership mostly intact following May 9 riots », 23/05/2023, <https://tribune.com.pk/story/2418210/ptis-k-p-leadership-mostly-intact-following-may-9-riots>

The Nation, « PTI workers hiding identities, removing party flags from houses », 24/05/2023, <https://www.nation.com.pk/24-May-2023/pti-workers-hiding-identities-removing-party-flags-from-houses>

Al Jazeera, « Pakistan: Khan's party alleges hundreds arrested ahead of march », 24/05/2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/5/24/pakistan-arrests-hundreds-of-ex-pm-khan-supporters-ahead-of-march>

The Express Tribune, « Long march sets off for "Haqeeqi Azadi", 28/10/2022, <https://tribune.com.pk/story/2383683/ptis-azadi-march-to-kick-off-today>

Voice of America (VOA), « Ex-Pakistan PM Khan's Supporters Resume Protest March After Gun Attack », 10/11/2022, <https://www.voanews.com/a/ex-pakistan-pm-khan-s-supporters-resume-protest-march-after-gun-attack-/6828736.html>

Geo News, « PTI workers clash with police as countrywide protests break out against attack on Imran Khan », 04/11/2022, <https://www.geo.tv/latest/450400-pti-starts-countrywide-protests-to-condemn-attack-on-imran-khan>

Dawn, « Imran dodges arrest after Islamabad Police show up at Lahore residence with court summons », 05/03/2023, <https://www.dawn.com/news/1740527>

Le Monde, « Au Pakistan, Imran Khan assiégé par ses adversaires », 16/03/2023, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/16/au-pakistan-imran-khan-assiege-par-ses-adversaires_6165794_3210.html

AFP, « Pakistan: riot police fire teargas on crowds trying to prevent arrest of Imran Khan », 15/03/2023, <https://www.theguardian.com/world/2023/mar/15/pakistan-riot-police-fire-teargas-on-crowds-trying-to-prevent-arrest-of-imran-khan>

CNN, « Imran Khan greets supporters outside home after Pakistan police arrest operation ends in chaos », 15/03/2023, <https://edition.cnn.com/2023/03/14/asia/pakistan-imran-khan-clashes-police-intl/index.html>

Reuters, « Pakistan's ex-PM Imran Khan marks court presence as supporters clash with police », 18/03/2023, <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/former-pakistan-pm-imran-khan-appears-court-fearing-arrest-2023-03-18/>

Reuters, « Pakistan police arrest dozens of Imran Khan supporters », 20/03/2023, <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/pakistan-police-arrest-dozens-supporters-former-pm-imran-khan-2023-03-20/>

VOA, « Pakistan's Khan Says 3,000 Supporters in Police Custody », 02/04/2023, <https://www.voanews.com/a/pakistan-s-khan-says-3-000-supporters-in-police-custody/7032982.html>

Dawn, « Over two dozen PTI activists detained », 15/03/2023, <https://www.dawn.com/news/1742215>

Le Monde avec AFP, « Au Pakistan, l'ex-premier ministre Imran Khan arrêté au tribunal », 09/05/2023, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/09/au-pakistan-l-ex-premier-ministre-imran-khan-arrete-au-tribunal_6172632_3210.html

BBC, « Imran Khan: Deadly violence in Pakistan as ex-PM charged with corruption », 11/05/2023, <https://www.bbc.com/news/world-asia-65541215>

The Express Tribune, « May 9 is history's dark chapter : army », 10/05/2023, <https://tribune.com.pk/story/2416010/may-9-is-historys-dark-chapter-army>

Arab News, « Pakistan's security gaps came to the surface on May 9 », 03/06/2023, <https://www.arabnews.pk/node/2315066>

BBC, « How the Pakistani military feel about Imran Khan after protests », 04/06/2023, <https://www.bbc.com/news/world-south-asia-65630664>

The Guardian, « Imran Khan alleges 'reign of terror' as supporters face trial in military courts », 19/05/2023, <https://www.theguardian.com/world/2023/may/19/pakistan-thousands-imran-khan-supporters-arrested-hundreds-face-trial>

Deutsche Welle, « Pakistan: How Khan crackdown imperils women in politics », 12/06/2023, <https://www.dw.com/en/pakistan-how-khan-crackdown-imperils-women-in-politics/a-65892234>

BBC, « Imran Khan: Deadly violence in Pakistan as ex-PM charged with corruption », 11/05/2023, <https://www.bbc.com/news/world-asia-65541215>

Reuters, « Pakistan cracks down on Imran Khan's supporters after violence », 10/05/2023, <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/supporters-pakistan-ex-pm-khan-plan-march-capital-protest-arrest-2023-05-10/>

The Nation, « Imran apprehends his arrest on May 23 », 21/05/2023, <https://www.nation.com.pk/21-May-2023/imran-apprehends-his-arrest-on-may-23>

Reuters, « Insight: Repeated arrests, filthy cells: Inside Pakistan's crackdown », 06/06/2023, <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/repeated-arrests-filthy-cells-inside-pakistans-crackdown-2023-06-06/>

The Express Tribune, « May 9 riots: over 1k held in city », 01/06/2023, <https://tribune.com.pk/story/2419617/may-9-riots-over-1k-held-in-city>

Al Jazeera, « Imran Khan supporters say their businesses targeted in Pakistan », 08/06/2023, <https://www.aljazeera.com/news/2023/6/8/khan-supporters-say-their-businesses-being-targeted-in-pakistan>

RFE/RL's Radio Mashaal, « Pakistan Ex-PM Khan Granted Two-Week Bail After Freed From Arrest », 12/05/2023, <https://www.rferl.org/a/pakistan-imran-khan-bail-freed-arrest/32408917.html>

The Guardian, « Imran Khan: former Pakistan prime minister sentenced to three years in jail », 05/08/2023, <https://www.theguardian.com/world/2023/aug/05/former-pakistan-prime-minister-imran-khan-jailed-for-three-years>

The Express Tribune, « Dozens detained as PTI activists protest against Imran's arrest », 05/08/2023, <https://tribune.com.pk/story/2429406/dozens-detained-as-pti-activists-protest-against-imrans-arrest>

Dawn, « Over 90 PTI workers arrested in different districts for holding rallies », 08/08/2023, <https://www.dawn.com/news/1768958>

BBC, « Pakistan: Imran Khan's supporters are silenced but determined », 08/08/2023, <https://www.bbc.com/news/world-asia-66436731>

Time, « A Jailed Imran Khan Looms Over Pakistan's Upcoming Elections », 22/09/2023, <https://time.com/6316623/pakistan-elections-imran-khan-jail/>

The Frontier Post, « PTI Karachi holds rally for release of Imran Khan, 55 workers arrested », 23/08/2023, <https://thefrontierpost.com/pti-karachi-holds-rally-for-release-of-imran-khan-55-workers-arrested/>

Dawn, « PTI protesters arrested », 14/10/2023, <https://www.dawn.com/news/1780958>

The Express Tribune, « 55 PTI workers detained for holding party convention », 22/10/2023, <https://tribune.com.pk/story/2442413/55-pti-workers-detained-for-holding-party-convention>

Dawn, « Amid police crackdown, PTI holds workers' conventions », 27/11/2023, <https://www.dawn.com/news/1792890>

Pakistan Observer, « Cases registered against PTI leaders », 27/11/2023, <https://pakobserver.net/cases-registered-against-pti-leaders/>

Dawn, « PTI unveils dossier on "human rights violations" by govt », 29/03/2023, <https://www.dawn.com/news/1744762>

The Express Tribune, « PTI calls upon PM, CEC for recovery of leaders, workers », 03/10/2023, <https://tribune.com.pk/story/2438984/pti-calls-upon-pm-cec-for-recovery-of-leaders-workers>

The News, « PTI condemns "enforced disappearances" of political workers », 14/10/2023, <https://www.thenews.com.pk/print/1118985-pti-condemns-enforced-disappearances-of-political-workers>

The Express Tribune, « Section 144 imposed across Punjab amid rising unrest », 09/05/2023, <https://tribune.com.pk/story/2415857/section-144-imposed-across-punjab-amid-rising-unrest>

The News, « Upper Dir police arrest over 60 PTI workers for violating Section 144 », 27/11/2023, <https://www.thenews.com.pk/print/1132855-upper-dir-police-arrest-over-60-pti-workers-for-violating-section-144>

Dawn, « PTI Shangla activists sent on judicial remand », 16/11/2023, <https://www.dawn.com/news/1791634>

Geo News, « Terror case registered against PTI workers for vandalism at judicial complex », 19/03/2023, <https://www.geo.tv/latest/477197-terror-case-registered-against-charged-pti-workers-for-vandalism-at-judicial-complex>

The Express Tribune, « Punjab govt asks PTI to surrender "terrorists" », 17/05/2023, <https://tribune.com.pk/story/2417245/punjab-govt-asks-pti-to-surrender-terrorists>

Pakistan Today, « Terrorism cases: ATC sends 149 PTI workers to jail for identification parade », 17/05/2023, <https://www.pakistantoday.com.pk/2023/05/17/terrorism-cases-atc-sends-149-pti-workers-to-jail-for-identification-parade/>

The Express Tribune, « ATC declares 15 PTI workers as Pos », 15/12/2023, <https://tribune.com.pk/story/2450045/atc-declares-15-pti-workers-as-pos>

Al Jazeera, « Pakistan's controversial Army Act: What is it, how does it work? », 18/05/2023, <https://www.aljazeera.com/news/2023/5/18/pakistans-controversial-army-act-what-is-it-how-does-it-work>

Le Monde avec AFP, « Pakistan : une centaine de personnes jugées pour les violences liées à l'arrestation de l'ex-premier ministre Imran Khan », 26/06/2023, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/06/26/pakistan-une-centaine-de-personnes-jugees-pour-les-violences-liees-a-l-arrestation-de-l-ex-premier-ministre-imran-khan_6179290_3210.html

BBC, « Pakistan: Supreme Court halts military trials of Imran Khan supporters », 24/10/2023, <https://www.bbc.com/news/world-asia-67202431>

Reuters, « Pakistan top court provisionally allows military trials of Imran Khan backers », 13/12/2023, <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/pakistan-top-court-provisionally-allows-military-trials-imran-khan-backers-2023-12-13/>

VOA, « Pakistani Politician Alleges Torture, Abuse in Police Custody », 24/08/2023, <https://www.voanews.com/a/pakistani-politician-alleges-torture-in-police-custody-/6714854.html>

The Express Tribune, « PTI worker died of "massive blunt trauma", reveals post-mortem report », 10/03/2023, <https://tribune.com.pk/story/2405258/pti-worker-died-of-massive-blunt-trauma-reveals-post-mortem-report>

The Nation, « Punjab govt, IG refute allegations of torture on PTI worker », 11/03/2023, <https://www.nation.com.pk/11-Mar-2023/punjab-govt-ig-refute-allegations-of-torture-on-pti-worker>

The News, « PTI women prisoners not being subjected to "sexual assault": committee », 30/05/2023, <https://www.thenews.com.pk/latest/1075295-pti-women-prisoners-not-subjected-to-sexual-assault-committee>

Dawn, « Media told not to air content against army, judiciary », 10/05/2022, <https://www.dawn.com/news/1688923/media-told-not-to-air-content-against-army-judiciary>

Dawn, « Pemra warns TV channels over airing content against state institutions », 17/05/2022, <https://www.dawn.com/news/1690090/pemra-warns-tv-channels-over-airing-content-against-state-institutions>

Dawn, « Pemra orders Bol News off air », 06/09/2022, <https://www.dawn.com/news/1708685/pemra-orders-bol-news-off-air>

BBC, « Why Imran Khan has disappeared from Pakistan's media », 08/08/2023, <https://www.bbc.com/news/world-asia-65831780>

Dawn, « SHC order to lift media ban on PTI leaders suspended », 23/11/2023, <https://www.dawn.com/news/1791664>

The Express Tribune, « LHC instructs PEMRA to ensure freedom of speech », 20/12/2023, <https://tribune.com.pk/story/2450618/lhc-instructs-pemra-to-ensure-freedom-of-speech>

Dawn, « Life in PTI's social media bubble », 16/08/2020, <https://www.dawn.com/news/1574529>

Dawn, « YouTube goes down during Imran's rally », 07/09/2022, <https://www.dawn.com/news/1708866/youtube-goes-down-during-imrans-rally>

Arab News, « Pakistani telecom regulator restores mobile data services after days-long suspension », 13/05/2023, <https://www.arabnews.pk/node/2302541/pakistan>

The News, « Facebook, Twitter and YouTube are "accessible now" in Pakistan », 15/05/2023, <https://www.thenews.com.pk/latest/1070618-facebook-twitter-and-youtube-are-accessible-now-in-pakistan>

VOA, « Pakistan Restricts Internet Access Amid Rare Opposition Online Rally », 17/12/2023, <https://www.voanews.com/a/pakistan-restricts-internet-access-amid-rare-opposition-online-rally/7401767.html>

Dawn, « IHC takes late-night action after journalist Imran Riaz Khan's detention », 06/07/2022, <https://www.dawn.com/news/1698470/ihc-takes-late-night-action-after-journalist-im-ran-riaz-khans-detention>

Al Jazeera, « Missing Pakistani journalist Imran Riaz Khan returns home after four months », 25/09/2023, <https://www.aljazeera.com/news/2023/9/25/missing-pakistani-journalist-imran-riaz-khan-returns-home-after-four-months>

The Nation, « FIA chases social media "campaigners" », 13/04/2022, <https://www.nation.com.pk/13-Apr-2022/fia-chases-social-media-campaigners>

Nikkei Asia, « Pakistan cracks down on netizens amid rare anti-army discourse », 10/05/2022, <https://asia.nikkei.com/Politics/Pakistan-cracks-down-on-netizens-amid-rare-anti-army-discourse>

Dawn, Rana Bilal, « PTI supporter sentenced to 3 years in prison for tweeting against army, senior military leadership », 16/02/2023, <https://www.dawn.com/news/1737472>

Réseaux sociaux

Instagram, compte « ptiofficial », 22/05/2023, <https://www.instagram.com/p/CsiDjK-vIA8/>

Tweeter/X, compte « @ImranKhanPTI », 17/05/2023, https://twitter.com/ImranKhanPTI/status/1658744921485111296?ref_src=twsrc%5Etfw

Tweeter/X, compte « @ImranKhanPTI », 28/05/2023, https://twitter.com/ImranKhanPTI/status/1662670089932472324?ref_src=twsrc%5Etfw

Tweeter/X, Compte « @amnestysasia », 15/06/2023, https://twitter.com/amnestysasia/status/1669310205501534209?ref_src=twsrc%5Etfw

Instagram, compte « Imrankhan.pti », 16/04/2023, <https://www.instagram.com/p/CrGwQBZo1jh/> ; 20/04/2023, https://www.instagram.com/p/CrPtvo5tg_-/

Communication

Inter-Services Public Relations, « General Syed Asim Munir, COAS presided over the 81st Formation Commanders Conference at GHQ, which was attended by Corps Commanders, Principal Staff Officers and all Formation Commanders of Pakistan Army », 07/06/2023, <https://ispr.gov.pk/press-release-detail?id=6553>

Autres sources

Site internet du PTI, <https://www.insaf.pk/>

Site internet « PTI Overseas », <https://ptioverseas.com/>

Site internet « net1901.org », <https://www.net1901.org/association/PAKISTAN-TAHREEK-INSAF-FRANCE-PTI-FRANCE-ASSOCIATION.1185375.html>